

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n109 mai 83 4ff. /30fb./2fs./0.70 cts. Can.

FRANCE

plus d'illusion sur la gauche ! la classe ouvrière ne doit compter que sur elle même

"Redressement national", voilà le nouveau cri de guerre de l'Etat. Et pour le redressement national, vous devez courber l'échine, plier, et rompre s'il le faut.

Avant les élections municipales, la popularité de la gauche avait déjà pris un sérieux coup, mais aujourd'hui, il ne doit plus rester d'ambiguïtés. Si après cette dernière désillusion, il y en a qui se sentent "orphelins", qu'ils se consolent, il y a là une leçon fondamentale à retenir. Pour affronter l'avenir, ou plutôt pour en créer un autre, cette leçon est essentielle. Il faut que reste gravé dans la mémoire de tous ce qu'est la véritable nature de la gauche. Il ne peut y avoir de "déçus du socialisme" puisqu'il n'y a pas eu de socialisme.

Même si les politiques de "vérité", de "réalisme" de 1983 se présentent

comme celles du "redressement national", il n'y a aucune illusion à se faire quant à leur aboutissement. Comme partout dans le monde, celles-ci ne redresseront rien du tout, tout au plus, elles ralentiront un tout petit peu l'effondrement économique général, en précipitant la classe ouvrière, elle, dans le chômage, la misère, et toutes horreurs qui accompagnent les crises économiques.

Face à la nécessité et aux contraintes, les hommes n'avancent qu'en balayant leurs illusions, ainsi qu'en balayant ceux qui, par intérêt ou par goût du pouvoir, ou encore les deux, les ont maintenus dans ces illusions.

Aujourd'hui la leçon est claire; ne serait-ce que pour se défendre des mesures qui nous sont assénées, nous sommes obligés de nous en prendre à ceux qui hier prétendaient nous défendre et diriger nos luttes.

crise : le pire est à venir

A entendre tous les partis, il faudrait croire que pour en faire profiter le monde "du travail", la gauche a dilapidé toutes les "richesses nationales", que le "changement" a été tellement puissant et généreux qu'il a épuisé les réserves financières de l'Etat au profit de la condition ouvrière et qu'aujourd'hui il faut en revenir à une attitude plus "réaliste".

Pourtant le plan de "rigueur" actuel succède à un autre plan de rigueur et non pas à une large politique de relance fondée sur la "consommation populaire" et le "bien-être des masses", comme le promettait le fameux "programme commun".

La seule chose qu'ait fait la gauche c'est de retarder pendant quelques mois l'échéance des mesures économiques les plus graves et cela, parce qu'elle n'avait pas les moyens politiques de cette nécessité économique imposée par la crise du capitalisme mondial.

Aujourd'hui, ces moyens politiques elle ne les a pas plus, mais l'échéance électorale passée, où elle a sauvé les municipalités qui pouvaient l'être encore, elle ne peut plus concéder de temps.

Et si elle hésitait encore non par amour de la condition des salariés mais pour sauvegarder son image de mar-

que, la bourgeoisie internationale lui a imposé de balayer ses dernières hésitations. Ici non plus, il ne faut pas se leurrer sur le sens de cette action

Cette action est plus un soutien à la bourgeoisie française en difficulté qu'une lutte acharnée contre celle-ci. Si cela était le cas, il y a longtemps que le capital français, anachronique aurait croulé.

Ne pouvant plus faire adhérer la classe ouvrière à un projet social de "changement", le seul recours idéologique de la bourgeoisie de gauche est le nationalisme. Et le nationalisme, c'est la peste pour la classe ouvrière, c'est le cancer de sa pensée et de son action.

des mesures qui ne sont pas conjoncturelles

Pour ce "redressement national", il faudrait bien entendu accepter de nombreux sacrifices.

Mais, consolez-vous, cette situation n'est que conjoncturelle, chaque sacrifice consenti est une pierre ajoutée à l'édifice de demain. Ce discours est un mirage auquel d'ailleurs de moins en moins de monde croit.

Du simple point de vue économique, les investissements productifs sont des signes infaillibles qui montrent l'avenir. Et de ce point de vue, en France comme ailleurs, les investissements productifs tombent à zéro ou le frôlent. Et l'on a même entendu cette polémique stupide de savoir si ceux-ci avaient été de 1 ou de 0 % en 1983.

L'avenir, parlons-en ! Si le taux d'investissement productif est égal à zéro, par contre l'investissement militaire est en hausse constante ; c'est la seule "réponse" face à la crise : la préparation à la guerre.

Si c'est cela "l'investissement pour l'avenir", si c'est cela la préparation de demain, alors cet avenir et ce demain risquent fort de ressembler plus au Liban qu'à ce miracle technologique que ne cesse d'agiter comme un hochet "la force tranquille du changement", devenue la "force déchaînée de la rigueur".

"Les prévisions de l'OCDE, faites avant le plan de rigueur, chiffreraient pour la France entre 150 et 200 000 le nombre de chômeurs supplémentaires cette année. Cela dans l'hypothèse d'une croissance de 0,5 %. Si, comme le prévoit le gouvernement, la croissance est nulle, ce chiffre pourrait atteindre 250 000". (Libération du 14 avril)

Ainsi, Delors chiffrerait au lendemain

de l'annonce du "nouveau" plan économique 100 000 chômeurs de plus, une semaine après c'était 200 000, deux semaines après 300 000, pour arriver à dire dans la semaine du 16 au 26 avril qu'après la hausse du dollar il fallait réviser sérieusement en hausse tous les chiffres précédemment annoncés.

A ce rythme là, les trois millions de chômeurs seront atteints avant que l'on ait le temps de dire "Ouf !".

Et en effet il ne se passe plus un jour où il n'y ait 200 chômeurs de plus ici, 600 là, 2000 ailleurs et cela dans toute les régions. La région parisienne, jusqu'à maintenant relativement épargnée entre dans la danse.

Pour avoir une idée concrète de ce qui se passe réellement, il n'y a qu'à prendre Le Monde du samedi 23 mars où en une seule journée on annonce : 300 licenciements chez ECF-France, 600 chez SKF (roulements à billes) à Ivry-sur-Seine, 690 chez "Azote et produits chimiques" à Toulouse. Mise en liquidation de l'usine sidérurgique du Saut-du-Tarn, fermeture des laminoirs de Villerupt en Meurthe-et-Moselle, mise en liquidation de l'usine Monest (confection) à Roanne, etc. et la liste n'en finit pas.

Le gouvernement de gauche peut bien trafiquer les chiffres du chômage pour en cacher 200, 300 000 ou plus, mais cela apparaît minable et ridicule vu la situation qui se profile où le chô-

suite p.2

MAI 68 :

la gauche contre la reprise des
luttes ouvrières

lire page 3

Sommaire

Les fausses oppositions de gauche.....p.2

L'Europe au centre des enjeux mondiaux.....p.4

Grèves en Grande-Bretagne....p.4

La lutte de classe depuis 15 ans.....p.5

Pacifisme.....p.6

Pologne.....p.7

(suite de la p.1)

CRISE : LE PIRE EST A VENIR

mage devient un fléau qui va marquer profondément cette époque.

Si la bourgeoisie française a réussi avec maints artifices à afficher un taux de chômage un peu plus bas que ses consœurs occidentales, la réalité explose aujourd'hui et l'accélération du chômage va s'imposer avec encore plus de brutalité qu'aillieurs.

Mais le chômage n'est que l'expression la plus forte de la réalité d'une crise très profonde qui atteint les conditions de vie de millions de personnes. C'est dans tout un contexte d'appauvrissement général et rapide que celui-ci vient s'imposer. Appauvrissement particulièrement visible et sensible dans ce que l'on appelle le "salaire social", la sécurité sociale, l'éducation, la santé, les transports et toutes sortes d'allocations.

Cette paupérisation générale qui, en quelques mois balaie comme un fétu de paille ce qui semblait établi pour toujours, qui gomme impitoyablement les quelques avantages sociaux que la classe ouvrière avait mis des années à arracher à la bourgeoisie et à l'Etat, souligne de plus en plus clairement une démarcation très nette entre les classes sociales, à commencer par la disparition de pans entiers de couches moyennes qui se trouvent paupérisées au travers de l'action dissolvante du chômage.

quelle politique économique ?

En fait, le seul résultat économique qu'aujourd'hui peut espérer la bourgeoisie internationale, est d'éviter l'effondrement économique brutal, à commencer par éviter une faillite du système monétaire international. La seule politique économique d'accompagner cet effondrement en en faisant supporter tout le poids et les consé-

quences à la classe ouvrière. La seule perspective du capital, c'est la paupérisation absolue de la classe ouvrière.

Quand la surproduction est devenue trop monstrueuse et que pour y faire face, les Etats, tous les Etats, se sont endettés au point de se trouver acculés à la banqueroute, alors un point est atteint dans la crise à un tel niveau où le capitalisme d'Etat ne peut plus contenir l'anarchie des lois du marché, de l'échange. L'Etat vomit la surproduction qu'il ne peut plus avaler, en particulier en pléthore de bras et de têtes, la surproduction de force de travail. Non content de mettre des masses de plus en plus grandes au chômage, l'Etat fait payer aux ouvriers les dettes qu'il a, lui, contractées. C'est à les rembourser que doivent servir les 10 % d'augmentation des impôts, les 8 % d'augmentation de tous les services publics. Ces dettes ne sont pas celles des ouvriers !

le réalisme, c'est le refus tout net

Aujourd'hui le gouvernement de gauche assis sur le trône de l'Etat, soutenu par les syndicats qui mimet pour la forme quelque désapprobation, demandent, comme partout il est demandé aux ouvriers, d'être "réalistes".

Justement, soyons réalistes. Que nous montre la réalité ? Que tous les sacrifices acceptés aujourd'hui ne font que le lit d'autres sacrifices plus durs encore. Que la passivité dans la classe ouvrière ne suscite qu'une plus grande dureté de la bourgeoisie et des dirigeants d'Etat.

"Soyez réalistes", car toute attitude "déraisonnée" conduirait à la catastrophe".

Justement soyons réalistes : à la catastrophe, le capitalisme malade, à l'Est comme à l'Ouest, nous y mène tout droit et chaque jour qui passe la pente sur laquelle on nous pousse à glisser devient plus raide. Le capitalisme est malade, qu'il crève. En tout cas, il faut refuser de crever pour lui, c'est cela le réalisme.

l'importance de la situation

La situation en France s'intègre pleinement dans la situation mondiale à laquelle personne n'échappe. Mais dans cette situation, la France occupe une place particulière parce qu'à l'inverse de tous les pays développés, c'est la gauche qui doit appliquer les mesures économiques qu'aillieurs la droite prend en charge et que la gauche aide à faire passer.

Ainsi, la situation en France a une valeur de test pour l'ensemble de la situation mondiale et historique. En France, la classe ouvrière et des milliers d'employés ayant à subir de plein fouet la crise économique se retrouvent seuls, mal encadrés, désillusionnés, face à face avec des partis politiques et des syndicats qui normalement étaient conçus pour faire un jeu d'opposition et encadrer les ouvriers.

Pour éviter tout débordement des luttes ouvrières, pour assurer l'ordre

social du capitalisme d'Etat militariste, pour contenir et éviter (difficilement en 68) toute remise en cause de l'Etat, de la patrie et du travail salarié.

Avec la crise économique et la gauche au pouvoir, c'est à la fois une démarcation de plus en plus nette entre les classes sociales que s'établit mais aussi entre la classe ouvrière et l'Etat. Dans la tourmente économique, c'est à une bourgeoisie mal armée que la classe ouvrière s'affronte. C'est pour cela que les réactions ouvrières à venir auront valeur de test pour tous les ouvriers d'Europe. La réponse aux questions de notre époque, qui se fera ouvertement contre la gauche, répercutera son écho à tous ceux qui se cognent aux remparts de la bourgeoisie.

Prénat

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

AU SOMMAIRE DE LA REVUE INTERNATIONALE N°33 (2ème trimestre 1983) :

- DEUX ANS APRES LA POLOGNE : OU VA LA LUTTE DE CLASSE.
- OU EN EST LA CRISE
- MARX TOUJOURS ACTUEL
- CONTRE LA CONCEPTION DU CHEF GENIAL
- FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE.

et notre brochure:

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



4 Ff
BROCHURE N°3 AOÛT 79 35 Ff

les fausses oppositions de gauche

Le train de mesures d'austérité programmé le 25 mars par le gouvernement Mauroy-Delors, a spectaculairement entraîné une kyrielle de réactions croisées au sein de l'ensemble de la gauche, partis et syndicats. Une mise en scène politique s'est déployée, dont l'objet immédiat était d'envelopper dans la confusion la réalité puissante de l'attaque.

C'est la classe ouvrière qui est le centre de cette attaque et ce sont les prétendus "partis ouvriers" qui la conduisent. Voilà, dernière le rideau des réactions au plan Delors, le fond de la question.

Dans un premier moment, c'est une opposition au plan Delors qui s'est exprimée. Sur l'aile gauche du PS, cette opposition a pris bouche par les représentants du CERES: "Le programme économique de Delors est à l'opposé du projet socialiste" (G. Sarre). "On ne peut pas faire une chose et son contraire" (D. Motchane); et du courant "mitterrandiste", où Christian Goux, en tant que chef du groupe parlementaire du PS, a multiplié les mises en garde au gouvernement contre le caractère "insuffisant" et "incomplet" du plan Delors pour le volet social.

Au PC, Marchais déclarait que le plan comporte des couleuvres à avaler et que son parti n'était pas disposé à le faire. Cependant, c'est principalement du côté des syndicats que l'opposition a parlé le plus fort: "Ces nouvelles mesures fiscales ne feraient qu'accroître la perte du pouvoir d'achat (...) c'est inacceptable (...) La CGT exprime son désaccord avec une partie importante de ces mesures (...) l'action de la CGT commence à porter ses fruits: le gouvernement est contraint à lâcher du lest sur les mesures fiscales annoncées" (extraits de plusieurs tracts de la CGT diffusés début avril).

Des sons de cloche identiques, quoique différemment modulés, sont provenus de la CFDT (et même de FO), où l'on appelle les ouvriers à la vigilance et à la mobilisation.

Mais, dans un second moment, toute cette espèce de haut-le-coeur du monde de la "gauche" s'est résolue en un soutien critique au plan Delors, dans lequel les réserves prononcées sont secondaires, par rapport à la nécessité proclamée de soutenir l'action du pouvoir "socialiste". "Nous pouvons et nous devons donner des orientations au pouvoir, mais nous sommes totalement solidaires du gouvernement", met au point Forni, pour le CERES. "La politique de Delors pose des problèmes, mais la vraie question c'est qu'il n'y a pas d'autre solution" (Gisèle Halimi, "mitterrandiste").

Au comité central du PCF, le 20 avril, Marchais corrige aussi le tir: "Le bilan de l'action de la gauche au pouvoir est positif". Malgré le plan Delors, signifie le chef du PC, le cap du 10 Mai 1981 est maintenu. "Nous sommes totalement d'accord pour progresser vers les objectifs que le Président de la République a fixés et que le gouvernement a repris". "Tout ceci, ajoute-t-il, n'estompe pas la portée des réserves et des critiques... Les communistes tout en approuvant massivement l'attitude de leur parti (quant au vote des ordonnances) ont exprimé leur mécontentement devant le contenu des mesures gouvernementales". L'ensemble de cet embrouillamini, à la fois approbateur et critique, se traduit magnifiquement dans cette déclaration de la CGT (qui vaut son pesant de jésuitisme politique): "Tout n'est certes pas mauvais dans les mesures décidées et la démarche qui les guide, mais c'est l'ensemble qui n'est pas bon". (L. Viannet, secrétaire confédéral,

le 5 avril).

Toute la gauche est fondamentalement d'accord pour imposer l'austérité. Elle la vote, elle la signe, elle l'agence en dépit des réserves et des critiques, des amendements, des couleuvres des uns et des autres. "Tout sera fait, disait Lajoie (PCF) au parlement, pour apporter notre appui au gouvernement".

Mais ces contradictions apparentes, ces palinodies ne sont pas qu'un simple rideau de fumée. Elles ont une base réelle. Comment en effet, quand on est la gauche - ce qui en langage capitaliste veut dire l'ensemble des fractions bourgeoises chargées de parler au nom du prolétariat, comment donc être à la fois au four et au moulin ? c'est-à-dire, comment à la fois assumer les responsabilités étatiques dont on est chargé - par conséquent mettre décidément aujourd'hui la politique d'austérité capitaliste en oeuvre - au détriment de la classe ouvrière, et conserver sa crédibilité auprès de cette classe ? Comment voter les mesures anti-ouvrières et s'y opposer dans le même temps ? Les giries, la gymnastique contorsionniste de la gauche autour du plan Delors, traduisent une crise en son sein. Dans les partis politiques, mais plus encore dans les syndicats, où la gauche se trouve directement confrontée au mécontentement et au désabusement des ouvriers. Cette crise politique de la gauche fait intégralement partie de la crise ouverte dans l'appareil politique bourgeois, par l'accession à contre-courant de la gauche au pouvoir, en mai 81. Les polémiques sur le plan Delors expriment que la contradiction nouée en 1981 est en cours d'atteindre le point critique, à partir duquel le risque existe directement qu'un fossé ne se creuse entre l'Etat bourgeois et le prolétariat.

Le jeu de double langage entre les gouvernants et les parlementaires de la gauche, la réactivation des luttes de fraction au sein des partis, et notamment du PS, traduisent en même temps la compréhension de ce danger. A travers les thèmes critiques avancés par le PC et les courants autour du CERES, dans le PS, tente de se structurer une partition de la gauche, dégageant une forme de critique crédible au gouvernement. Les contorsions de la gauche aujourd'hui expriment les préparatifs pour agencer un retour d'une partie d'elle dans l'opposition, dans des conditions que rend cependant très mal pratiques la faiblesse générale de l'appareil politique bourgeois français.

De toutes façons, ce retour partiel de la gauche dans l'opposition se produira. La raison de l'Etat le nécessite; l'obligation de développer plus encore l'austérité contre la classe ouvrière y pousse logiquement du point de vue de l'Etat. Des plans Delors en pire sont à venir, Delors lui-même, le laisse sous-entendre dès aujourd'hui. De plus en plus, la classe ouvrière sera contrainte de lutter et de développer sa lutte. Certaines parties de la gauche sembleront se porter aux côtés d'elle, hurlant même par-dessus elle contre le gouvernement. C'est pourquoi, c'est en marquant bien aujourd'hui que la gauche a le corps tout entier plongé dans la responsabilité de l'austérité capitaliste qu'on se prépare demain à dénoncer les arguments de la future gauche oppositionnelle. Il faut, pour l'avenir, se souvenir de ce que la gauche fait aujourd'hui pour démonter ses reniements de demain et désavouer sa fausseté radicale.

Mx

la gauche contre la reprise des luttes

Après des années de grèves rituelles et bien contrôlées, la grève générale de 10 millions d'ouvriers en mai 68 en France avait bousculé la société, ouvrant la possibilité de vastes bouleversements. Dans toute l'Europe, des mouvements se sont succédés jusqu'en 72, ramenant partout à la surface l'alternative ouvrière. De la grande peur qu'elle en a gardé, la bourgeoisie a compris qu'il était l'heure de se réveiller, pour mieux prévoir et détourner les réactions ouvrières. Depuis quinze ans, c'est la gauche qui, comme elle l'avait fait en 68, a le plus œuvré à contenir la lame de fond, à noyer dans la grisaille les espoirs des prolétaires, à empêcher la lucidité sur la situation. L'ironie de l'histoire veut que ce soit dans le même pays qu'au moment où la lucidité sur la crise s'accroît, la gauche, au pouvoir, se révèle pour ce qu'elle est. Cette expérience éclaire celle de 68 où les PC, PS, syndicats et gauchistes avaient déjà dressé leurs remparts nauséabonds contre la perspective révolutionnaire.

le sabotage syndical de la lutte

- La fausse généralisation

■ Si, en mai 1968, la bourgeoisie est surprise par l'ampleur de l'explosion ouvrière, elle n'était pas moins consciente du profond mécontentement qui se développait depuis plusieurs mois à cause des cadences qui augmentaient, des salaires qui, eux, restaient bas et du chômage qui se développait (environ 500 000 chômeurs en 68). Pour laisser échapper la vapeur, les syndicats organisaient les rituelles "journées d'action" bidons. En 1967, il y avait eu celles du 1er février, du 17 mai, du 14 juin, du 13 décembre. Il s'agissait alors d'un cérémonial bien établi où, pour finir, des "commissions" très officielles accordent les 4 à 5 % d'augmentation de salaire prévue avant la grève, et tout rentre dans l'ordre jusqu'à la "journée" suivante. Mais ce type d'action "souple" trouvait de moins en moins d'écho chez les ouvriers et à Caen, le 23 janvier 68, c'est un cortège spontané de 500 ouvriers qui parcourt l'usine de la SAVIEM pour faire cesser le travail. Le mardi 30 janvier 68, on comptera 15 000 grévistes dans cette ville.

En mai, entre le 4 et le 17, spontanément, la grève s'étend à 200 000 ouvriers. Le 15, les syndicats lancent leur journée d'action contre les ordonnances... mais elle ne rencontre aucun succès.

Voyant le mouvement s'étendre malgré eux, les trois syndicats importants, à partir du 18, comprennent alors qu'il faut vite prendre le train en marche pour le stopper et empêcher les ouvriers de comprendre la direction qu'ils étaient en train de prendre spontanément, réagissant aux premières attaques de la crise par l'affrontement avec l'Etat bourgeois.

Ils utilisent alors le fait que l'extension s'effectue sans le contrôle conscient de la classe ouvrière mais surtout comme une explosion qui s'étend d'elle-même, pour s'en emparer et l'organiser... à leur façon. C'est alors qu'ils décrètent la grève générale, alors qu'elle l'est déjà dans les faits. Ils auront surtout à cœur de l'étendre aux secteurs les moins combattifs pour mieux l'arrêter par la suite en faisant amorcer la reprise du travail, d'abord, au niveau de ces mêmes secteurs. Les syndicats savent qu'ils auraient beaucoup plus de difficultés à stopper une lutte que les ouvriers organiseraient eux-mêmes.

A partir du 6 juin, de façon visible, nous verrons les délégués syndicaux essayer de liquider la grève à tout prix. Ils font procéder à des votes usine par usine ; des votes successifs auprès des plus obstinés et quand, malgré les pressions, les votes sont en faveur de la poursuite de la grève - c'est le cas à Nantes et à la gare de Montpellier, par exemple - les syndicats décident quand même la reprise au nom de la "discipline ouvrière" et "pour ne pas s'opposer au reste de la France", c'est-à-dire aux secteurs qu'ils contrôlent mieux et à qui ils ont fait reprendre le travail.

Beaucoup d'ouvriers comprennent alors la manoeuvre, et, en bien des endroits, on les verra, furieux, déchirer publiquement leur carte syndicale.

C'est cela la généralisation de la lutte par les syndicats.

-L'enfermement dans l'usine. Afin de pouvoir débattre des questions

posées par la lutte dans des assemblées générales ouvertes et organisées par les ouvriers eux-mêmes sur les lieux de travail, ceux-ci, spontanément et partout, occupaient les usines. Les syndicats ont fait de cette occupation un enfermement, chaque usine étant coupée des autres, aucun élément extérieur n'étant admis aux assemblées générales syndicales. Pour savoir ce qui se passait dans les autres secteurs, les ouvriers devaient s'en remettre à la radio de l'Etat par le biais des transistors! Des ouvriers de chez Citroën et Renault, par exemple, début Juin, exprimeront leur amertume devant le refus du syndicat à tout contact entre ouvriers de l'usine et éléments de l'extérieur venus échanger leur amertume aussi sur l'impossibilité de participer aux assemblées générales pour qui n'est pas de l'usine et sur le fait que la CGT "ne veut pas continuer le combat" et "ne laisse pas parler les travailleurs". (Le Monde du 3.6.68)

-Les accords de Grenelle ou la négociation entre bourgeois.

Un autre moyen pour essayer d'enrayer un mouvement est la négociation entre syndicats et patrons/Etat dont les résultats peuvent avoir un effet sur les secteurs les moins décidés, ou les moins lucides, avant que le rapport de forces ne soit suffisamment conséquent, et donc diviser les ouvriers. Et dans ce travail-là, la bourgeoisie sait aller vite : en 36, les accords Matignon ont été réglés en 6 heures environ! En 68, à Grenelle, cela prendra un week-end.

Voyons ces accords de Grenelle. Pour ce qui est de l'ambiance : un climat de magouilles entre crapules bourgeoises "responsables". Laissons parler Pompidou : "Je dois dire que les réunions qui devaient se dérouler jusqu'au lundi matin 8 H me donnèrent une impression réconfortante de sérieux... Je profitai d'une interruption de séance, où je vis successivement, MM. Ségué, Descamps et Bergeron en tête à tête pour mettre sur pied mon accord avec la CGT. Fin des discriminations, acceptation de soumettre les ordonnances sur la sécurité sociale au Parlement, légère diminution du ticket modérateur, M. Ségué se montra d'accord" (G. Pompidou, "Pour rétablir une vérité").

Le dimanche, la CGT force l'allure. Avant même que les négociations soient finies, fortes de ces "tête à tête" avec Pompidou, elle annonce qu'elle a déjà pris rendez-vous à sa tribune habituelle de Renault-Billancourt pour le lundi 27 à 8h du matin car elle entend soumettre le résultat au vote ouvrier! C'est qu'il faut en finir avec la lutte!

Pompidou, lui, est satisfait et il peut l'être. Le lundi matin, il déclare : "J'estime que nous avons atteint un résultat de première importance et qui doit permettre la reprise du travail dans des conditions aussi rapides que le permet la technique."

Partout dans les usines, les grévistes sont pendus à la radio pour entendre le résultat des accords conclus. A Renault-Billancourt, c'est donc Ségué lui-même qui va annoncer cette victoire de "première importance". Pour chauffer la salle, Benoît Frachon (CGT) rappelle 36 et s'écrie : "Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient pas espéré." Puis, enfin, Ségué arrive. Il se livre à un compte-rendu de ce qui a été "acquis".

Au début, on entend des sifflets; à la fin, une véritable huée qui met plusieurs minutes à se calmer. Alors, Ségué, dans la bonne logique syndicale, pour ne pas perdre le contrô-

le des ouvriers conclut : "si j'en juge par ce que j'entends, vous ne nous laisserez pas faire!" On entendra plusieurs fois dans la foule : "Il se fout de notre gueule!"

Dans de nombreuses grandes entreprises - Renault-Flins, Sandouville, Berliet, Sud-Aviation, Rhodiaceta, Citroën et, bien sûr, Renault-Billancourt - les ouvriers votent à main levée et à l'unanimité pour la poursuite du mouvement.

De Gaulle fera un reproche à Pompidou : "Vous m'aviez dit que vous arriveriez à un accord avec la CGT."

Pompidou pourra répondre : "J'ai eu cet accord. C'est la CGT qui n'a pas pu le faire approuver et c'est la raison pour laquelle le PC fait un effort pour reprendre la direction".

Les ouvriers des grands centres avaient commencé à dire "non" : non à l'augmentation du SMIG de 2,2 à 3F (480F par mois...), non à l'augmentation promise de 7% le 1er juin pour le privé, non à l'abaissement du ticket modérateur pour les soins médicaux de 30 à 25%, non aux promesses d'examiner l'évolution du pouvoir d'achat en Mars 69, non à la promesse d'une politique "progressive" en vue d'aboutir au retour à la semaine de 40h...

Ils se sentaient forts d'exiger plus que de vagues promesses ou des propositions d'amélioration qui seraient vite grignotées par l'inflation ou autres (taxes, heures supplémentaires...)

Mais malgré la claque qu'ils ont infligée à une bourgeoisie trop confiante dans ses magouilles, de nombreuses usines, principalement les petites entreprises, vont reprendre le travail.

Les accords de Grenelle auront ainsi contribué à briser l'élan du mouvement.

-Diviser et exposer à la répression policière.

Au début du mouvement, les premiers actes de répression ouverte n'avaient fait que provoquer un renforcement de la dynamique de la lutte. Face à cette dynamique, la principale action des syndicats fut de travailler à casser la force du mouvement, particulièrement après Grenelle : lorsque certaines usines veulent repartir en grève par solidarité avec ceux qui résistent encore, la CGT leur recommande surtout de rester au travail et de se contenter d'une solidarité financière !... mais surtout de ne pas reprendre la lutte.

Ayant ainsi réussi à isoler les secteurs les plus combattifs, les syndicats peuvent les livrer aux CRS. C'est le cas à Flins et à Sochaux.



Mai 1968 : 10 millions d'ouvriers en grève, qui se réunissent, discutent, luttent... c'est la gauche qui sera la plus efficace pour briser la formidable poussée de ce mouvement.

A Flins, la riposte syndicale à l'occupation de l'usine par les CRS dans la nuit du 6 juin est de convoquer les ouvriers à un meeting le lendemain matin à 8h! Or, dans la journée, des contre-maitres avaient fait du porte à porte et menacé de licencier les ouvriers qui ne reprendraient pas le travail le 7 à 7h du matin. La rentrée, malgré cela, n'aura pas lieu et un meeting se tiendra, autre que le syndical, malgré l'opposition de la CGT. Il réunira 8000 ouvriers. La bataille de Flins commence : ouvriers contre CRS. 3000 manifestants demandent aux cheminots d'arrêter plusieurs trains spéciaux à destination de Flins pour se porter en renfort aux ouvriers. Refus de la CGT majoritaire dans le dépôt. A Billancourt, et ailleurs, nombreux sont les ouvriers qui veulent prêter main forte à leurs camarades de Flins. Les délégués de la CGT font tout pour les en empêcher, allant jusqu'à utiliser la menace, le chantage, et dans certains cas, la force.

Pendant 4 jours, les affrontements entre ouvriers et CRS se poursuivront. C'est dans ce contexte qu'un jeune de 17 ans, Gilles Tautin, trouvera la mort.

A Sochaux, une bataille importante, dans l'usine Peugeot, opposera les ouvriers qui se battent avec ce qu'ils trouvent sous la main aux CRS. Parmi leurs armes de fortune, les ouvriers se servent de lances à incendie. C'est alors le syndicat qui va fermer les vannes! Malgré cela, les ouvriers auront raison des CRS qui, dans leur fuite, abandonnent quelques armes. Les syndicats exigent que ces armes soient détruites! Ce combat aura fait 2 morts chez les ouvriers et plusieurs blessés par balles.

Après avoir tout fait pour affaiblir et diviser le mouvement face à la répression de l'Etat, les syndicats se sont montrés, pendant la deuxième phase du mouvement, ouvertement coopérants avec la police pour briser les dernières résistances et parachever dans la répression physique l'affaiblissement des ouvriers.

la fausse alternative droite/gauche

Le travail, sur le terrain, des syndicats sera complété sur le plan politique par la fausse opposition droite-gauche. C'est dès le 16 mai que la CGT appellera au "remplacement du pouvoir actuel par un gouvernement populaire", afin de lutter non contre l'exploitation capitaliste, mais contre De Gaulle, enfermant les ouvriers dans la fausse opposition droite-gauche et dans l'illusion d'une alternative gouvernementale de gauche qui, en 36, réussit à ligoter la classe ouvrière pour ensuite la livrer à la guerre. Le 21 mai, alors que les ouvriers occupent toutes les usines, la bourgeoisie retransmet en direct à la radio et à la télévision, le débat sur la motion de censure qui permettra encore à la gauche de croiser le fer avec la droite à coup d'éloquence.

Le 24 Mai, lorsque De Gaulle annonce son référendum plébiscite qui n'aura pas lieu, la gauche répond comme il convient, en lançant avec "virulence" la campagne pour le "non" à De Gaulle.

Le 30 Mai, on annonce des élections législatives, qui doivent entraîner le prolétariat dans la lutte électorale, derrière la gauche, contre la droite.

Elles auront lieu et marqueront, bien que difficilement, la fin du mouvement. La bourgeoisie pourra, cette fois encore, respirer. La gauche, dans tout son éventail, aura rempli son rôle.

Le 18 Juin, le travail reprend à Renault, dans la désunion, la rage au cœur. La CGT organise alors un défilé de la victoire... qui marque l'enterrement de la lutte.

la réorganisation de la bourgeoisie

Secouée par ce mouvement massif qu'elle n'attendait pas, la bourgeoisie a cependant dû réaliser que sa gauche n'était pas assez consistante. La désyndicalisation et la perte d'influence du PC n'étaient pas graves par "temps calme", mais là, l'alerte avait été sonnée, malgré tous les efforts du gauchisme pour raviver la confiance dans la gauche.

l'Europe au coeur de l'enjeu mondial

"C'est seulement d'Europe, c'est seulement de ces pays capitalistes les plus anciens que peut venir, lorsque l'heure aura sonné, le signal de la révolution sociale qui libérera l'humanité. Seuls les ouvriers anglais, français, belges, allemands, russes et italiens peuvent ensemble prendre la tête de l'armée des exploités et des opprimés des cinq continents. Eux seuls peuvent, quand le temps sera venu, faire rendre des comptes au capitalisme pour ses crimes séculaires envers tous les peuples primitifs, pour son oeuvre d'anéantissement sur l'ensemble du globe, et eux seuls peuvent exercer des représailles ! Mais pour que le socialisme puisse faire sa trouée et remporter la victoire, il faut qu'existent des masses dont la puissance réside tant dans leur niveau culturel que dans leur nombre."

(Rosa Luxemburg : "Crise de la Social-Démocratie", Editions La Taupe, p.213)

■ Dès les débuts du mouvement ouvrier, la révolution communiste a été considérée dans sa dimension INTERNATIONALE. Dès 1847, Engels dans les "principes du communisme" développait cette vision en mettant déjà cependant en avant le rôle essentiel du prolétariat des pays développés dans ce processus (cf la "Revue Internationale" n°31, p.5). L'expérience de la vague révolutionnaire de 17-23 a confirmé l'importance du prolétariat d'Europe, comme le reconnaissait Lénine : "On ignore comment le mouvement révolutionnaire se déroulera en Allemagne? La seule chose indiscutable, c'est l'existence dans ce pays d'une immense force révolutionnaire qui doit se manifester avec une nécessité absolue... La révolution est difficile à déclencher dans un pays aussi évolué que l'Allemagne, avec une bourgeoisie aussi bien organisée, mais il n'en sera que plus facile de terminer victorieusement la révolution socialiste une fois qu'elle aura embrasé les pays capitalistes avancés d'Europe." (Lénine, "Oeuvres", T.27, p.582)

Ce n'est qu'après la défaite de la révolution allemande qu'on assiste à une déformation de cette vision, menant à théoriser que la révolution viendrait des pays sous développés, de ceux où la bourgeoisie est la plus faible. Contre cette idée, nous voulons réaffirmer aujourd'hui, d'après l'examen des conditions politiques, économiques et sociales actuelles, non seulement que l'Europe est au centre des enjeux révolutionnaires, mais encore que ce sont les ouvriers des pays d'Europe qui ont la responsabilité première pour que s'ouvre un mouvement révolutionnaire qui balaise les mystifications que la bourgeoisie a mis en place à travers le monde.

les conditions économiques

C'est à partir d'une situation de blocage global du capitalisme, de crise historique de ce système où les rapports de production sont devenus une entrave, un carcan incompatible avec le potentiel d'épanouissement de l'humanité, que mûrissent les conditions de la révolution.

A travers la tendance générale à la saturation des marchés solvables, la crise se manifeste comme une crise de surproduction qui plonge ses racines au coeur de la production capitaliste, notamment en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, où se concentrent les plus puissantes forces économiques et matérielles de la société.

La crise mondiale, si elle n'épargne aucun pays, exerce ses effets les plus dévastateurs dans les pays qui sont arrivés trop tardivement dans l'arène économique mondiale (pays de l'Est et tiers-monde).

Mais ce n'est pas dans la situation chronique de misère du tiers-monde, ni dans les conditions de pénurie permanente sévissant dans les pays de l'Est (conséquences particulières de la crise mondiale de surproduction sur les pays les plus faibles), que se déterminent les conditions matérielles les plus favorables pour la révolution.

C'est dans les centres vitaux du capitalisme qu'apparaît le plus clairement le décalage entre les moyens existants pour le dépassement du capitalisme et la réalité : développement du chômage, chute de la production industrielle, gaspillage de la production sociale, gonflement des secteurs improductifs...

Si la révolution mondiale prendra son essor à partir des pays centraux du capitalisme, c'est aussi parce que ces pays offrent la clé du problème de l'humanité, parce que dans ces pays sont concentrés les moyens matériels qui permettent de dépasser la misère économique des prolétaires de tous les pays.

les conditions politiques

La bourgeoisie tire sa force de domination sur la société non seulement de son pouvoir économique sans partage, mais aussi de son pouvoir politique, de la richesse des ses rouages et de ses institutions, des instruments de son emprise idéologique.

Et cette force réside bien davantage là où elle est la plus rodée, et peut bénéficier d'une expérience de longue date de domination politique, notamment la vieille Europe, là où elle peut utiliser avec le plus de souplesse, de diversité, de capacité d'adaptation les institutions politiques (partis, syndicats, parlement) de sa domination que dans les pays où, dans la forme générale de capitalisme d'Etat, elle ne peut disposer que de la force de ses décrets-lois et de son appareil répressif.

C'est à partir de là où elle peut disposer de l'arsenal idéologique le plus affiné et le plus élaboré (vernus démocratique et pluraliste, appareils spécifiques d'encadrement des ouvriers) qu'elle peut concentrer et diffuser mondialement son pouvoir de mystification et de division dans les rangs prolétaires avec le plus d'efficacité. C'est à partir de là également qu'elle est capable de sécréter et de mettre en place des stratégies générales anti-ouvrières comme celles de la gauche dans l'opposition ou du "syndicalisme de base", d'organiser des campagnes massives d'intoxication : anti-terrorisme, pacifisme, etc...

C'est donc là où résident ses forces réelles les plus importantes, ce sont ces forces qu'il faut entamer pour que l'avancée du mouvement révolutionnaire soit possible.

les conditions sociales

Dans les pays sous-développés, même si elles font face à une bourgeoisie faible, les réactions prolétaires (comme on l'a vu ces dernières années en Argentine, au Pérou, au Brésil, en Inde, en Iran, en Afrique du Nord...) ne parviennent pas à imposer un rapport de forces suffisant, compte-tenu de leur éparpillement, à résister au poids très lourd des illusions démocratiques, nationalistes et à l'unité de toutes les bourgeoisies nationales contre un prolétariat isolé.

Mais c'est dans les pays où la bourgeoisie est la plus forte que le prolétariat est aussi le plus fort.

Le rôle important qu'est appelé à jouer le prolétariat européen occidental dans le processus révolutionnaire mondial résulte de plusieurs facteurs :

- La capacité de mobilisation d'un mouvement de masse qui est fonction du degré de concentration ouvrière et de la proximité entre eux des centres industriels, la plus apte à déjouer le piège de l'isolement.

- La capacité à remettre en cause le cadre national, du fait que les ouvriers de ces concentrations très proches se confrontent à différents Etats Etats, mais aux mêmes conditions, favorisant la possibilité de mouvements de masse.

- L'héritage de l'expérience et de la tradition révolutionnaire qui servent encore de phare à l'ensemble du mouvement ouvrier et dont les prolétaires d'Europe sont les plus riches dotés (1848, La Commune, l'expérience révolutionnaire de 17-23...) ou même plus récemment l'impact de mai 68. Cet héritage s'accompagne de la capacité de défense des positions de classe à

travers ses avant-gardes révolutionnaires (gauches italienne, allemande, hollandaise).

A ce niveau, malgré les incomparables expériences de 1905 et de 1917, le prolétariat russe est celui sur lequel continue de peser le plus fortement le poids de la contre-révolution au niveau physique et idéologique sous la forme d'une exploitation capitaliste rigide et féroce administrée au nom du "communisme".

- L'expérience politique où la capacité de déjouer les pièges, de balayer les illusions entretenues par la bourgeoisie (démocratie, syndicalisme, rôle de la gauche) jusque dans ses mystifications les plus élaborées est la plus forte, là où il en a la plus longue expérience, là où ces mystifications subissent l'usure la plus forte et tendent à être remises en question plus fondamentalement sous la poussée des confrontations de classe.

De ce point de vue, bien qu'ils se rattachent à ces centres éminemment vitaux du capitalisme, les prolétaires d'Amérique du Nord subissent un double handicap : d'une part la position de "tête de bloc" des USA alimente un fossé idéologique entre le prolétariat américain et celui des autres pays du bloc, et d'autre part la faiblesse et le manque d'implantation de tradition révolutionnaire (cela est encore plus vrai pour le prolétariat au Japon) qui entraînent une difficulté plus grande à se dégager de l'emprise des valeurs idéologiques classiques du capitalisme par rapport aux prolétaires d'Europe.

Dans la guerre contre la bourgeoisie

que doit livrer le prolétariat international, la bataille qui se prépare au coeur de l'Europe est la clé de l'affrontement général.

Tant que le prolétariat ne frappera pas au coeur même du capitalisme et n'atteindra pas les centres nerveux de la domination bourgeoise, il ne disposera pas d'un terrain solide et d'une prise suffisante pour abattre son ennemi. Même si l'entreprise est longue, pénible et difficile, il n'y a pas d'autre voie possible sous peine de laisser les mains libres à l'ennemi pour disposer de ses forces vives.

Toute l'expérience du mouvement ouvrier montre cela. L'exemple encore chaud de la lutte ouvrière en Pologne nous livre cette leçon : c'est l'isolement de la lutte des ouvriers en Pologne, malgré la combativité et la détermination de ceux-ci, qui s'est trouvée étroitement liée à l'absence de réaction simultanée du prolétariat occidental, c'est à dire du prolétariat le plus expérimenté pour combattre les illusions syndicalistes, démocratiques, nationalistes, et qui a permis le développement d'un "cordon sanitaire" de la bourgeoisie autour de la Pologne, la mobilisation et la coopération de celle-ci, par delà ses frontières et le rideau de fer de la division en blocs, pour mettre les ouvriers polonais à genoux.

L'extension de la révolution à l'échelle mondiale ne sera pas possible ou bien sera vouée à un échec irréversible sans l'entrée en action des bataillons les plus puissants du prolétariat s'attaquant à la citadelle la plus forte du capitalisme.

Y.D.

GRANDE - BRETAGNE

un combat difficile

■ La presse tait les grèves. Les journaux étalent les images de masses impuissantes courant sur les routes du tiers-monde pour fuir l'atrocité, mais pas celles des ouvriers qui se battent dans les grands centres du capitalisme.

L'exaspération monte cependant et elle se heurte à une offensive calculée de la classe dominante. La situation en Grande-Bretagne est à ce niveau significative, où les poussées ouvrières se heurtent à la bourgeoisie la plus expérimentée du monde, celle qui sait le mieux utiliser ses syndicats.

Les ouvriers anglais subissent une dégradation de leurs conditions de vie parmi les plus violentes d'Europe : 14 % de la population est au chômage, dans certains centres ouvriers, la proportion est de 30 % et dans les Midlands, il y a 1 000 chômeurs de plus chaque semaine. Les salaires sont bas, les transports coûteux, la dégradation des services sociaux s'accélère.

Depuis janvier, les grèves se sont succédées :

• 4 semaines de grève pour les travailleurs des eaux qui réclamaient des augmentations de salaire. L'Etat leur a accordé une augmentation, tout en se réservant le non-paiement des jours de grève, l'augmentation de la productivité et la possibilité de licenciements. Les syndicats ont fait une grande publicité autour de cette "victoire", la seule grève qui ait pu, un tant soit peu, leur servir à prouver leur efficacité ces derniers temps.

• 23 000 mineurs en grève dans le Pays de Galles contre la fermeture des puits. En trois jours, la grève, commencée à un puits avait gagné 23 000 mineurs. C'est alors que les syndicats ont appelé à une "grève générale" avec un vote national. Les ouvriers ont rejeté "la grève générale syndicale" à 70%. C'était la 3ème fois en 6 mois que les syndicats y appelaient.

• Dans l'automobile, deux conflits : - A Ford Halewood, 4 600 ouvriers ont fait grève pendant quatre semaines en solidarité avec un ouvrier licencié après un sabotage de voitures (sabotage de 90 voitures sur la chaîne nait 400 ouvriers après une grève qui

avait obtenu... une baisse de salaire),

- A British Leyland, 200 ouvriers ont bloqué le travail de l'usine de Longbridge parce qu'ils refusaient les perquisitions de police opérées chez eux pour retrouver le matériel volé dans l'usine. Après une semaine, les syndicats ont réussi à les convaincre "qu'ils s'en occuperaient".

- A Cowley (près d'Oxford), 5 000 ouvriers sont en grève depuis 4 semaines pour protester contre une augmentation du temps de travail d'une demi-heure par semaine.

Contre ces grèves, le gouvernement et le patronat réagissent violemment. Pour British Leyland, ils n'ont pas hésité, non seulement à envoyer une lettre de menace à chaque ouvrier, mais encore à publier dans la presse populaire du dimanche : "A tous les ouvriers de B.L. Avertissement. Revenez travailler ou dites adieu à votre emploi".

Ils ne peuvent se permettre une telle arrogance que parce que la gauche britannique, après avoir piétiné ouvertement les sidérurgistes en 1979 - quand elle était encore au pouvoir - se démène maintenant pour "défendre les ouvriers" à sa façon.

Le Parti travailliste s'est scindé en deux, l'un critiquant l'autre et l'autre critiquant la droite, de façon à ce que tout le monde puisse encore avoir l'illusion de se reconnaître dans la critique faite à l'orientation de la société.

Les directions syndicales s'opposent à la base des shop-stewards (délégués d'ouvriers d'atelier), ces derniers agitant beaucoup de projets "radicaux" tout en empêchant les ouvriers de s'en donner les moyens.

Isolement des grèves, tentatives de rendre les problèmes spécifiques, barrage à toute tentative de prise en charge directe des mouvements par les ouvriers, les syndicats britanniques complètent les attaques directes de l'Etat.

(D'après un communiqué de World Revolution)

la lutte de classe depuis 15 ans

1968-1983, 15 ans de crise économique et de luttes ouvrières

1968-1974 : RUPTURE AVEC UN DEMI-SIÈCLE DE CONTRE-REVOLUTION TRIOMPHANTE

■ Le coup de tonnerre des 10 millions de grévistes en France en mai-juin 68 ouvrit une période de luttes prolétariennes qui rompaient ouvertement avec 50 ans de contre-révolution.

Depuis le milieu des années 20, les ouvriers du monde entier avaient vécu, marqués par l'écrasement de la vague révolutionnaire de la fin de la première guerre mondiale. Le stalinisme, le fascisme, l'anti-stalinisme, l'anti-fascisme, l'idéologie des mouvements de libération nationale, la démocratie bourgeoise avaient maintenu les prolétaires dans un état d'atomisation, de soumission matérielle et idéologique, voire d'embrigadement derrière les drapeaux des différents capitaux nationaux.

De Paris à Cordoba, en Argentine, de Shanghaï à Lisbonne, 1968-74 fut la réponse de la classe ouvrière aux premières secousses de la crise économique mondiale dans laquelle le capitalisme commençait à s'enfoncer depuis l'achèvement, au milieu des années 60 de vingt ans de reconstruction d'après-guerre.

Cette première grande période de lutte posa, dès ses débuts, tous les problèmes auxquels le prolétariat devait se confronter dans les années suivantes : l'encadrement syndical et des partis bourgeois dits "ouvriers", les illusions dans les possibilités d'une nouvelle prospérité capitaliste, dans le mécanisme de la démocratie bourgeoise, la vision nationaliste de la réalité de la lutte de classe. Bref, les difficultés à développer son autonomie et son auto-organisation face aux forces politiques de l'Etat bourgeois.

Presque partout, les luttes ouvrières durent s'affronter, souvent violemment, non seulement aux gouvernements locaux, mais aussi et surtout aux forces d'encadrement de la bourgeoisie : syndicats, partis de gauche.

Mais, ces affrontements sont restés généralement dans le cadre des illusions d'une époque où les réalités de la crise économique étaient encore à leurs premiers développements.

Devant la montée de la lutte de classe, les forces de gauche de la bourgeoisie ont su, en un premier temps, radicaliser leur langage et réadapter leurs structures, afin de pouvoir garder, d'une façon ou d'une autre, le contrôle des luttes. L'exemple des syndicats italiens pendant "l'automne chaud" de 1969 est peut-être un des plus significatifs et spectaculaires : après avoir été violemment contestés par les assemblées d'ouvriers en lutte, ils savent instaurer des "conseils d'usines" formés de délégués de base pour mieux asseoir leur pouvoir dans les usines.

A travers cette première vague de luttes, le prolétariat mondial a affirmé son retour au centre de l'histoire. Mais l'évolution de la situation objective ne permet pas encore à la classe révolutionnaire de posséder la force et l'expérience pour comprendre les perspectives et résoudre les problèmes que pose la lutte.

1975-78 : CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE, LA GAUCHE AU POUVOIR

La récession de 74-75, que la presse appelait "le choc pétrolier", marque le véritable début des effets réels de la crise. Il se produit un changement profond dans la vie sociale. Les restrictions sur le niveau de vie des travailleurs deviennent de plus en plus sensibles. Le chômage augmente irréversiblement en Europe et, s'il diminue momentanément aux Etats-Unis, il reste toujours à un niveau élevé. En 1976, les partis de gauche ont déjà formé des gouvernements aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne. En France, la gauche accroît ses triomphes électoraux et lance la campagne "ne pas faire de grèves pour ne pas effrayer la population et permettre le triomphe de la gauche".

En Italie, après ses victoires électoraux retentissantes, le PCI pratiqua le partage du pouvoir par le "compromis historique" avec le gouvernement démocrate-chrétien.

Le nombre de grèves diminue de façon générale dans la majorité des pays.

La réalité des faits se charge, cependant, de détruire peu à peu les illusions. La crise économique ne cesse de s'approfondir. Les triomphes électoraux des partis de gauche n'y changent rien. Les appels aux sacrifices se multiplient alors que leur efficacité apparaît de moins en moins évidente.

Dès 1978, les signes qui annoncent la fin de cette période de repli se font jour.

1978-80 : LA SECONDE VAGUE DE LUTTES, LA POLOGNE

Les luttes ouvrières qui précèdent celles de Pologne sont moins nombreuses que celles de 1968-74. Mais lorsqu'on les envisage dans leur ensemble, on s'aperçoit qu'elles résument, en un peu plus d'un an, l'essentiel de l'expérience de la première vague de luttes.

En se heurtant aux syndicats pour les déborder, comme les mineurs aux Etats-Unis, en se donnant dans la grève une forme d'auto-organisation indépendante des syndicats, comme les travailleurs du port de Rotterdam, en tentant de porter la lutte vers les centres du pouvoir et de force de la classe, comme les sidérurgistes français et leur "marche sur Paris", en faisant de la solidarité l'axe de leur combat, comme les sidérurgistes britanniques et leurs piquets de grève voutés, les ouvriers, lors de ces batailles, ont repris certains problèmes de la lutte au niveau où les avaient laissés les affrontements de la première vague.

La grève de masse en Pologne apporta dans la pratique d'importants éléments de réponse à ces problèmes. La grève de masse a démontré la capacité du prolétariat à s'unifier, à se battre sans distinction de catégories ou de secteurs de production. Elle a mis en évidence la capacité d'auto-organisation par les assemblées et les comités de délégués à une échelle inconnue pendant la première vague. Et surtout, elle a illustré concrètement comment, en s'unifiant par la généralisation et en s'auto-organisant, le prolétariat peut parvenir à développer une force et une maîtrise de soi capable d'affronter et de faire reculer les gouvernements les plus totalitaires.

Mais, en développant cette force, en désarçonnant et faisant reculer le gouvernement national, et avec lui le bloc militaire soviétique, le prolétariat s'est trouvé porté à un niveau supérieur d'affrontement avec l'Etat.

Jamais, depuis les années 20, la classe ouvrière n'avait imposé un tel rapport de forces politique à la bourgeoisie. Les luttes en Pologne ont démontré concrètement qu'à ce degré de confrontation entre les classes, les choses ne se jouent plus au niveau national. La bourgeoisie a affronté le prolétariat polonais avec la contribution de toutes ses forces économiques, militaires et idéologiques dont elle dispose au niveau international. Même s'ils n'en ont pas toujours eu conscience, les ouvriers ont été mis devant la réalité des conséquences de leur propre force : s'ils voulaient pouvoir répondre à la riposte de la bourgeoisie, s'ils voulaient aller plus loin dans leur combat, seul moyen de ne pas reculer, il leur fallait la GENERALISATION INTERNATIONALE de la lutte prolétarienne.

1980-82 : LA NOUVELLE CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE, LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION ET LE RECU DES LUTTES OUVRIÈRES

Lorsqu'explose la grève de masse en août 80 en Pologne, la bourgeoisie occidentale a déjà entamé une contre-offensive face à la nouvelle montée de la lutte de classe. Elle a com-

mencé à réorganiser la disposition de ses forces politiques. La priorité est donnée à un renforcement de l'appareil d'encadrement du prolétariat sur le terrain même de l'usine et de la rue. Face à l'effritement des illusions, les gouvernements de gauche cèdent la place à des gouvernements de droite au langage "franc", ferme et menaçant... Thatcher et Reagan deviennent ces symboles. Les partis de gauche reprennent leur place dans l'opposition pour assurer leur fonction de contrôle des mouvements prolétariens en se mettant à leur tête et les étouffant dans la logique de la défense de l'intérêt national.

La façon dont la bourgeoisie mondiale a fait face à la lutte des ouvriers en Pologne même, les campagnes qu'elle a développées internationalement pour mieux en cacher le véritable contenu et la profonde portée, illustrent les caractéristiques les plus essentielles de cette contre-offensive.

La façon dont la bourgeoisie affronte les luttes des sidérurgistes belges au début 82, celles des ouvriers italiens en janvier 1983, constitue presque une caricature schématique de ce qu'elle fit en Pologne : durcissement du gouvernement devenu "plus de droite", radicalisation du langage de la gauche dans l'opposition, utilisation du syndicalisme de "base" ou de "combat" pour mieux contrôler les mouvements qui tendent à mettre en question le carcan syndical.

Sur le plan international, la campagne organisée par la bourgeoisie occidentale à propos de la Pologne est un exemple typique de la série de campagnes idéologiques orchestrées internationalement et ayant comme objectif conscient le débousollement, la désorientation des prolétaires.

Pour dénaturer l'exemple de la réponse des ouvriers polonais à la crise économique mondiale, pour détruire la tendance des ouvriers du monde entier à se reconnaître dans la combativité des prolétaires polonais, la bourgeoisie occidentale, avec la collaboration explicite de celle de l'Est, à coup de "Reagan show", le Pape en tête développe le thème : "la lutte des ouvriers polonais n'a rien à voir avec votre situation; son objectif, c'est vivre comme en occident. Nous ne nous battons pas pour abolir l'exploitation mais pour avoir un régime comme le "vôtre".

Le coup de force du 13 décembre fut le premier résultat de cette contre-offensive. Les campagnes de débousollement et d'instauration d'un climat de terreur : El Salvador, la guerre des Malouines, le terrorisme, les massacres du Liban ont contribué à en étendre les effets sur la combativité prolétarienne.

Cette contre-offensive de la bourgeoisie, au début des années 80, n'a pas été seulement idéologique. La répression policière et bureaucratique a connu des développements spectaculaires. Tous les gouvernements ont multiplié les brigades "anti-émeutes" et la collaboration internationale des polices face à ceux qui mettent en question "la sécurité de l'Etat". Mais la pire forme de répression que subissent les ouvriers n'est autre que les effets de la crise économique : la violente accélération de la crise entre 1980 et 1982 se traduit concrètement par un rapide resserrement de l'état qui soumet les prolétaires à l'atomisation et à la concurrence entre eux. La bourgeoisie mondiale a su en tirer momentanément le maximum de profit.

perspectives : vers la fin du repli

Mais les barrages du capital sont faits de matériaux périssables et les flots qu'ils ont pour tâche de contenir puisent leur source dans les plus profondes nécessités historiques de l'humanité.

Les facteurs objectifs et subjectifs sur lesquels a reposé la dernière contre-offensive de la bourgeoisie s'unissent d'autant plus vite que la décomposition du système économique s'accélère.

Si, avant 68, la bourgeoisie pouvait faire croire que le capitalisme était devenu un système éternel, sans crise économique, si en 1975-78, elle a encore pu accrédi-ter l'idée que la crise était momentanée et qu'elle serait surmontée par des économies de pétrole et les restructurations industrielles nécessaires, si elle a pu développer à la fin des années 70 l'idée qu'en travaillant plus et gagnant moins les prolétaires permettraient le recul du chômage, aujourd'hui la réalité rend quotidiennement évident qu'il ne s'agit, dans tout cela, que de mystifications destinées à la sauvegarde du système.

Il en est de même pour des mystifications qui pendant des décennies, (et en particulier pendant la crise des années 30) ont pesé sur le prolétariat mondial : la nature "ouvrière" des régimes des pays de l'Est (la Pologne a joué un rôle décisif dans la destruction de ce mensonge), le caractère "progressiste" des luttes de libération nationale, l'efficacité des mécanismes électoraux et des partis ouvriers pour empêcher l'intensification de l'exploitation et de la misère de la vie, le mythe de l'Etat-providence et protecteur.

Cela se traduit dans la réalité par le caractère de plus en plus précaire de l'efficacité des campagnes idéologiques de la bourgeoisie mondiale. Les prolétaires croient de moins en moins dans les valeurs idéologiques qui justifient le système capitaliste.

VERS LA REPRISE DES LUTTES

Que ce soit l'affaiblissement de la force du prolétariat en Pologne enfermé dans les impasses du nationalisme et des illusions sur la "démocratie occidentale", que ce soit l'isolement de la lutte des sidérurgistes belges au début de 82 ou l'incapacité à s'unifier des mouvements des prolétaires en Italie au début 83, la réalité de la lutte de classe montre clairement que la lutte ouvrière dans les années à venir connaîtra deux problèmes essentiels et interdépendants :

1°) la nécessité de généraliser la lutte,
2°) la nécessité de ne pas laisser la conduite du combat aux mains des forces de gauche du capital travaillant dans les rangs ouvriers.

Les hésitations, les reculs momentanés sont inévitables dans le développement de la lutte d'une classe exploitée. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'au travers de ses hauts et ses bas, la tendance générale de la lutte ouvrière depuis 15 ans renforcée avec l'entrée dans les années 80, va dans le sens d'un dégagement de l'idéologie dominante, vers des heurts de plus en plus violents avec les forces de gauche du capital et vers la généralisation des combats.

Le développement de la crise économique est devant nous. Ses effets, l'attaque qu'ils constituent contre la classe ouvrière mondiale, iront s'accroissant, contraignant les prolétaires à hisser leurs combats à des niveaux de plus en plus élevés, globaux et généraux.

(D'après la Revue internationale n°33)

REUNION PUBLIQUE DE MAI

sur le thème :

15 ans après 68 ,

où en est

la lutte de classe ?

(voir dates et lieux p.7)

Le mouvement pacifiste entraîne des milliers de personnes en Europe. Sa fonction n'est pas de s'opposer à la perspective guerrière, à la course démente aux armements, mais au contraire d'empêcher le développement d'une autre perspective :

- en encadrant le refus réel qui s'exprime de la folie de ce monde,
- en transformant la peur de la guerre en volonté de paix sociale, les troubles sociaux "ouvrant une brèche à l'ennemi",
- en mettant en avant la fausse alternative : "guerre ou paix" alors

qu'un capitalisme sans guerre est impossible et que la seule alternative qui se pose aujourd'hui face à la faillite de l'économie capitaliste est : guerre ou révolution.

Nous avons déjà développé et dénoncé ces différents aspects du pacifisme dont la social démocratie est le principal flambé. Pendant que les manifestations se multiplient à travers l'Europe, vociférant leur refus de la guerre, la course aux armements, elle, continue. Le développement des armements est en pleine santé, contrairement à l'économie mondiale.

le pacifisme aboie...

■ Toute époque historique possède avec ses propres rapports de production, sa forme particulière d'hypocrisie.

Jusqu'à un certain point, la société de classe se maintient sur un appareil de contrainte. Mais il faut s'occire de lubrifiant idéologique pour le fonctionnement des rouages du mécanisme social. Des règles morales proclameront, avec pompe, le droit à la "vie", la "paix universelle". Elles sont une manière de ciment idéologique doublant le rôle des matraques et des fusils. Elles font oublier que derrière les idéaux de liberté, "égalité", "fraternité", il y a Cavalerie, Infanterie, Gendarmerie" (Marx).

Artifice suprême d'une classe en perdition, l'idéologie devient le problème des problèmes de la bourgeoisie.ournée vers l'assujettissement du prolétariat, elle est un secteur rationnel, indispensable à la survie des rapports sociaux. Cette oeuvre ne souffre ni ralentissement ni interruption. Elle mobilise une partie toujours plus importante de la société tant l'heure est critique.

Comme la presse, le cinéma ne contribue pas peu à diffuser cette idéologie. Comme la presse, il est vénal et asservi aux puissances d'argent. Des réseaux cinématographiques d'Etat commandent et achètent de la pellicule, marchandise monnayable comme toutes les autres. A travers des productions comme "E.T.", le "Verdict", "Reds", le cinéma s'empare des grands thèmes qu'il assène ensuite, comme autant de coups de matraque idéologique.

Du 7ème Art considéré comme incomparable instrument de bourrage de crâne, voilà ce qu'il faut retenir du film "Gandhi" de Attenborough. Pour cette raison même il reçoit le maximum d'Oscars et emporte l'admiration unanime de l'intelligentsia du monde "libre".

Alors que la torture est pratiquée pour raison d'Etat, que la terre s'abreuve du sang de l'homme, Attenborough a l'outrecuidance de venir ren-

dre hommage à la non-violence, en l'occurrence celle de Gandhi.

Cette non-violence qui a valu à Gandhi une quasi-béatification, repose sur des règles monastiques enseignant que le but de la vie est en dehors des jouissances matérielles.

Craignons Dieu pour ne pas avoir peur des hommes. Gardons-nous de convoiter le bien d'autrui, celui accumulé par la bourgeoisie pillieuse du travail vivant des générations passées et présentes. Veillons à la concorde entre tous, nantis et spoliés. Ne tirons jamais le glaive, sauf en cas de guerre. Opposons la non résistance au mal. Baignons-nous dans les eaux sacrées du Gange pour purifier notre âme. Pratiquons le yoga pour notre perfection morale. Prions ensemble pour empêcher notre gouvernement de commettre le mal. Ne touchons pas du tout aux viandes, très peu au sexe. Jeûnons 365 jours par an pour éliminer les injustices. Tout pour l'âme et rien que mépris et mortification du corps qui empêche l'élévation vers le Bien. Il fallait renoncer aux nourritures terrestres jugées par le Mahatma comme luxe superflu pour accéder aux félicités spirituelles.

Par les temps d'austérité actuels, la bourgeoisie n'a pas manqué d'exploiter cet appel à l'extrême restriction des besoins humains pour y convertir ceux qu'elle exploite.

Au moment où les prolétaires de Russie, opposant à la violence bourgeoise la violence de leur classe, emportaient tout le vieil édifice sur leur élan, Gandhi lançait en Inde un mouvement de non-coopération avec les Anglais. Il levait une immense armée non-violente et l'orientait sur la voie de la désobéissance civile. Le gouvernement anglais répondit par les chiens dressés à tuer, par les balles et les bombes. Tandis que la loi martiale s'abattait sur le pays, Gandhi protestait en entamant la grève de la faim pour, au bout du compte, se retrouver enquêteur dans les commissions officielles.

La pratique non violente permit, en

1924, à l'administration de confisquer les terres des paysans de Bardoli (province de Bombay). Les théories de Gandhi détournèrent les grèves ouvrières vers le boycott des anglais avec pour seul résultat l'exploitation alliée à l'arriération.

Avec son enseignement réactionnaire selon lequel l'homme "libéré" doit souffrir en silence et accepter tout le mal que lui fait l'Etat, que la violence des masses ne peut que conduire à une surenchère de violence de la part des capitalistes, Gandhi a bouché la seule issue pour le prolétariat et les masses paysannes : la lutte pour la révolution mondiale. Par ses pèlerinages, ses grèves de la faim, ses prières publiques, ses campagnes de boycott, il réussit à museler le prolétariat. Ses commandements à ne jamais frapper, à se laisser molester, de n'aspirer à aucun pouvoir ont pu ramener l'ordre et le calme dans cette immense bouddhiste qu'est l'Inde. Le capitalisme conserva sa maîtrise absolue sur des millions et des millions d'ouvriers, de coolies et de paysans, véritables bêtes de somme.

Celui qui disait pouvoir exorciser la guerre par la prière et la méditation du "Bhagavad Gita" n'a pas rougi d'avoir participé aux guerres impérialistes de l'Empire Britannique.

"Si nous sommes reconnus comme citoyens de l'Empire, nous soutiendrons celui-ci dans la guerre".

Quand il a fallu mener les exploités à l'abattoir impérialiste, il renonça à ses belles paroles cauteleuses pour se métamorphoser en sergent recruteur de l'impérialisme occidental.

Même si ses rêves ne furent pas de gloire militaire, même s'il a refusé de prendre dans ses mains le fusil, Gandhi ne fut pas ce légendaire ennemi du militarisme.

Le seul et vrai fossoyeur du militarisme est le prolétariat en lutte avec sa conscience et sa volonté d'opposer à la violence réactionnaire la force

révolutionnaire. Parce que Gandhi a tout fait pour obscurcir cette conscience et condamner tout soulèvement contre l'ordre social, il en a été le fourrier.

Sous des dehors d'innocence immaculée, Gandhi fut un fidèle chien de garde de l'impérialisme. Est-il étonnant que tous les exploités et les bourgeois du monde lui vouent une reconnaissance respectueuse?

Ce siècle agonisant aura montré que les pacifistes savent devenir belliqueux et appeler les hommes à verser leur sang pour l'Etat. Qu'il n'existe pas de moyens idéologiques plus performants que le pacifisme pour sacrifier la vie sur l'autel de l'impérialisme. Dans l'actuel concert pacifiste assourdissant, tantôt la bourgeoisie souffle à pleins poumons dans le cornet des droits de l'homme, tantôt elle bat le tambour anti-fasciste. Ici, elle entonne un Te Deum pour Gandhi, la quintessence de la pureté non-violente.

Une société qui voue un culte conscient à la violence, qui a établi tout un code d'honneur pour la guerre, qui fait chanter à ses bardes "il est beau et doux de mourir pour la patrie" en arrive à prôner la non-violence. Le Pape et ses évêques, les diplomates, les politiciens de tous bords, les traîtres de sabres n'ont que le mot de "Paix" à la bouche. De chef d'Etat à chef d'Etat, on se fait des visites démonstratives. Pour elle, il le faut bien car il est capital d'endormir les prolétaires par divers opiums et les maintenir dans une morne apathie. C'est au moment où les classes sont sur le point de se livrer un gigantesque combat que la bourgeoisie ruse, par tous les moyens, pour dévier le prolétariat de la dure lutte qu'il attend. Voilà aussi pourquoi le film d'Attenborough, franchissant toutes les frontières, apportera prochainement sa pâture empoisonnée aux exploités de derrière le rideau de fer, au "paradis socialiste".

R.C

... l'armement passe

les euro-missiles : une diversion

■ 20 % seulement de l'arsenal stratégique américain est basé à terre (contre 70% du côté russe). Les 80 % restants se répartissent entre les sous-marins Trident et l'énorme flotte de bombardiers à grande autonomie (qui sont d'ailleurs dépassés puisque le bombardier B1 plus performant est maintenant fabriqué en série au moment même où la recherche a déjà imaginé un successeur : le bombardier Stealth !). Détruire des objectifs basés loin en Europe de l'Est ou même en URSS peut se faire à partir d'un point inaccessible à la défense soviétique qu'il soit en mer ou dans les airs (le bombardier B1 peut transporter et lancer des missiles d'une

portée de 2600km). C'est bien cette vaste gamme de différentes possibilités de lancement qui rend ces missiles parfaitement adaptés car d'un emploi très souple pour une prochaine guerre.

Ameuter le monde entier sur la nécessité impérieuse d'installer ces missiles au sol et en Europe ne peut qu'avoir pour but de créer un point de fixation sur l'armement nucléaire en soi pour "préparer le lit" à un nouveau stade de la production d'armes et pour commencer à habituer les esprits à "discuter" de comment on va faire la guerre en Europe, ce qui évite par là-même de poser la question plus essentielle de pourquoi.

pacifisme et militarisme : un même piège

Ainsi, la manoeuvre idéologique a été habilement menée d'autant plus qu'elle a bénéficié de l'aide inestimable du mouvement pacifiste.

Par leurs manifestations en RFA à Londres ou ailleurs, les pacifistes ont contribué à faire monter encore plus les enchères autour de la question des armes nucléaires, de la guerre atomique, etc...

Pendant que les pacifistes avec la gauche en tête occupent toute la scène et jouent l'acte de protestation contre le danger d'une guerre nucléaire, se prépare dans les coulisses l'acte suivant de cette magnifique mise en scène.

C'est Reagan qui l'a ouvert en faisant récemment à grand bruit son en-

trée. On "abandonne" l'ancienne stratégie de la dissuasion nucléaire pour passer à celle de la défensive. On va intensément se préparer à parer à toute attaque.

Résultat des opérations : après s'être doté d'un champ gigantesque de forces nucléaires stratégiques avec le B1, le Trident et d'autres systèmes, la bourgeoisie s'apprête maintenant à faire un pas de plus qui consiste à développer de nouvelles armes tactiques et "conventionnelles" afin de renforcer l'armée de terre en Europe de l'Ouest.

C'est exactement le déroulement du plan de réarmement qui a été décidé à la Guadeloupe en 1979 au sommet des pays industrialisés du bloc occidental.

La bourgeoisie n'a pas décidé tout à coup sous "la pression pacifiste", cette orientation est prévue depuis plusieurs années ; par contre, elle a su développer et utiliser l'idéologie pacifiste pour mieux faire passer son plan !

"... la guerre du Vietnam a donné lieu à une très nette réorientation de la recherche technologique vers le domaine non nucléaire et a abouti à une révolution de la conception des armes classiques. Cette révolution qu'a inaugurée l'utilisation des bombes "intelligentes" au Vietnam et qui s'est dernièrement illustrée sous une forme plus accomplie lors de la guerre des Malouines et du conflit libanais en 1982, est en passe de changer la face de la guerre plus profondément qu'à aucune période depuis le lancement de la bombe atomique sur Hiroshima. Au fur et à mesure que s'amplifiera cette révolution, la distinction entre les armes classiques et nucléaires va s'estomper avec l'introduction d'une nouvelle catégorie d'armes "quasi-nucléaires", c'est-à-dire d'une puissance destructrice équivalant à celle des armes nucléaires tactiques. Cette révolution va modifier les conditions de combat sur tous les théâtres d'opérations militaires mais c'est en Europe que ses retombées (sic !) seront les plus sensibles. Nombre d'armes d'abord utilisées au Vietnam puis au Liban sont aujourd'hui en train d'être perfectionnées en vue de leur emploi au cours d'un éventuel conflit européen". (Le Monde Diplomatique, avril 83)

La classe ouvrière, quant à elle, ne remerciera certainement pas la bourgeoisie de payer les frais de la construction d'armes. Aux Etats-Unis, lorsqu'un ouvrier donne un dollar d'impôt, il donne 50 cents pour l'armement, l'année prochaine, il en donnera 65 !

La classe ouvrière n'est pas pacifiste, elle est révolutionnaire. Elle ne demande pas à la bourgeoisie de changer d'armes, d'en trouver de plus propres, de plus morales ; elle porte en elle ce que celle-ci ne peut accepter : la fin de l'exploitation et de la misère.

Pour cette raison, la lutte de classe est le seul obstacle réel à la guerre car, dans la pratique, elle pose les vrais problèmes à la racine ; dans la pratique, c'est l'ensemble de la société et de son fonctionnement qu'elle remet en cause et c'est dans la pratique encore qu'elle est capable de la détruire.

Il a suffi de ces deux dernières années où le prolétariat s'est momentanément retiré de la lutte pour que massivement et en permanence, la bourgeoisie tente, par ses médias, ses campagnes idéologiques d'injecter le poison guerrier à la société.

Ce tintamarre ne prendra fin qu'à partir du moment où le géant prolétarien se remettra massivement en mouvement ; alors, la vraie question à l'ordre du jour rejallera dans toute sa clarté : socialisme ou barbarie.

L.D

SOLIDARNOSC : AU SERVICE DE L'ETAT

La campagne de presse a été bien orchestrée. Les titres "choc" se sont succédés : "WALESA DEFIE JARUZELSKI" (Libération du 13/4), "M. WALESA PERSISTE ET SIGNE" (Le Monde du 15/4), "SOLIDARNOSC FAIT SA RENTREE" (Libération du 16/4), "LE HARCELEMENT POLICIER CONTINUE CONTRE M. WALESA" (Le Monde du 20/4), M. LECH WALESA PRESSE LE POUVOIR D'OUVRIRE LE DIALOGUE AVEC SOLIDARITE" (Le Monde du 22/4). A côté de ce feuilleton héroïque de la presse écrite, nous avons eu droit à force commentaires à la radio et reportages à la TV. Sans compter les multiples commentaires des radios occidentales en langue polonaise qui, en Pologne, sont bien plus écoutées que les médias officielles. En fait, la simple énumération des titres de la presse indique clairement quel est le message que la bourgeoisie de tous les pays voulait faire passer : les autorités n'ont pas réussi à faire plier Waleza, "Solidarité" clandestine est bien vivante et combative mais il faut suivre leur appel à la modération, au "dialogue" et à la "défense de l'économie nationale".

■ Ce n'est pas la première fois qu'un tel type de scénario se développe. En fait, depuis l'été 80, face au formidable mouvement du prolétariat de Pologne, la bourgeoisie internationale a déployé en de multiples reprises des offensives de ce type destinées à désorienter les ouvriers, non seulement en Pologne, mais dans toute l'Europe. Du temps où "Solidarité" avait pignon sur rue, où Waleza se présentait lui-même comme un "pompier volant" accourant aux quatre coins du pays pour faire reprendre le travail, la tactique d'aujourd'hui était déjà utilisée : plus Waleza jouait son rôle de modérateur et plus l'agence Tass l'accusait d'être un "extrémiste". Il fallait bien redorer son blason. En Occident, où "Solidarité" et son président jouissaient depuis l'été 80 et grâce aux battages de la presse, d'une grande sympathie de la part des ouvriers, les médias insistaient bien sur le message qu'ils faisaient passer : il faut être responsable, il faut savoir modérer ses revendications, il ne faut pas abuser de la grève, il faut défendre l'économie nationale. Ainsi, la coopération des gouvernements de l'Est, de l'Ouest, des syndicats occidentaux et de "Solidarité", isolant les ouvriers de Pologne, en faisant de leur lutte "un cas à part", en immobilisant le prolétariat des différentes parties du monde, a été le principal facteur de la défaite qui a suivi le formidable surgissement de l'été 80.

S'il a placé "Solidarité" dans l'illégalité, l'état de guerre n'a pas mis fin à son utilité bourgeoise. Bénéficiant désormais de l'auréole du martyr, le syndicat pouvait poursuivre son rôle de saboteur des luttes - comme on l'a vu avec l'appel lancé le 20 octobre 1982 - en pleine grève des chantiers de Gdansk, en faveur d'une grève pour le... 11 novembre. Cette manœuvre, les déclarations particulièrement modérées de Waleza après sa libération, la capture de nombreux émetteurs et imprimeries de "Solidarité", avaient progressivement affaibli son influence. Cette situation devenait dangereuse. Malgré la défaite, l'énorme mécontentement qui se développe dans les rangs ouvriers, face à une misère et une oppression qui ne cessent de s'aggraver, risquait d'aboutir à des révoltes et des explosions de violence.

Pour le capital, il fallait donc recrédibiliser le syndicat "Solidarité" afin qu'il puisse être en mesure d'écartier de tels dangers. C'était l'objet du feuilleton de ces dernières semaines. Même si Waleza est persuadé, comme il l'a déclaré, qu'il a réellement semé les flics le 9 avril, avant de rencontrer les clandestins de "Solidarité", il est peu probable que ce soit vrai. Quoi qu'il en soit, après une semaine de tracasseries policières bien faites pour faire croire que les autorités avaient vraiment été bernées, celles-ci ont laissé Waleza tenir sa conférence de presse du 20 avril et lui ont même envoyé des journalistes polonais ainsi que la TV. C'est que le message qu'il délivrait ce jour-là valait la peine d'être répercuté : "... Nous avons l'espoir que nous arriverons à engager le dialogue. Quant à nous, nous tendrons la main au pouvoir pour résoudre les problèmes de la Pologne". "Les syndicalistes n'ont pas l'intention de fomenter des désordres... Si personne ne nous bat, le 1er mai se déroulera dans le calme. D'ailleurs, nous aimons les policiers". ("Libération" du 21 avril).

Il était normal que "Solidarité", en bon défenseur de l'ordre bourgeois, fasse culminer son retour en force avec la célébration du 1er mai, cette ancienne arme du combat prolétarien récupérée depuis des décennies par le capital qui en a fait une soupape de sécurité pour le mécontentement ouvrier. Comme il était normal que le syndicat participe à la récupération des cadavres des 400 000 juifs du ghetto de Varsovie pour le compte de l'"anti-fascisme", l'"anti-racisme" et autres bienfaits du capitalisme "démocratique" ou "socialiste". Ainsi, à l'Est et à l'Ouest, la bourgeoisie utilise les mêmes armes contre le prolétariat : le syndicalisme, la "défense de l'économie nationale", la "démocratie", l'"anti-fascisme", la mort du 1er mai.

C'est cet arsenal que la classe ouvrière devra affronter ouvertement pour être en mesure de riposter aux attaques croissantes du capitalisme et préparer la destruction de ce système barbare.

F.M.

MAI 68 ... (suite de la p3)

C'est donc en 68 qu'on va voir se dessiner la réorganisation de la gauche en France : le 27 Mai, ce sera le meeting de Charléty réunissant environ 70 000 personnes. Sont là, une partie de la gauche syndicale, appuyée par la FGDS (PS), Mendès-France, membre du PSU. Le PC et la CGT ne participent pas. Ce meeting fait partie des amorces de la bourgeoisie pour restructurer son Etat. C'est l'ouverture d'une dynamique qui aboutira au Congrès d'Epinay (constitution du PS actuel) et à la formation d'une gauche adaptée à la nouvelle période.

La reconstruction de la social-démocratie en France aidera ainsi à rendre plus crédible l'alternative électorale de l'"union de la gauche" utilisée à fond dans les années 70. Au niveau syndical, la bourgeoisie a été aussi brutalement réveillée : voici une déclaration, en 68, d'un délégué CFDT appuyé par un délégué CGT : "Aux assurances générales, compagnie nationalisée, les syndicats sont depuis longtemps fortement implantés. L'ampleur de la participation et de la contestation des jeunes et des non syndiqués a surpris. Nous ne soupçonnions pas l'importance des inorganisés, cela nous a fait réfléchir. Il y avait un climat d'apathie (dans le syndicat) ... il faudra revoir nos méthodes de travail et réintroduire davantage de démocratie dans notre organisation".

La bourgeoisie comprend donc qu'elle

doit affiner l'arme syndicale car elle aura à s'en servir de plus en plus.

Laissons parler un de ses grands représentants, Fontanet :

"Aux chefs d'entreprises qui craignent que le renforcement du syndicalisme n'aboutisse à créer des hiérarchies parallèles à celles sur lesquelles ils exercent leur autorité, nous demanderons de réfléchir au risque encore bien plus grave et nullement théorique, les événements l'ont prouvé, de mouvements sociaux absolument sauvages et incontrôlables permis par le comportement d'une masse aveugle et inorganisée."

Schumann conclut : "Nous allons au devant de l'événement en mettant au point un mécanisme de prévention des conflits sociaux."

Ce sont ces armes-là que la bourgeoisie a continué d'affûter au cours des dernières années, en utilisant des structures pour encadrer les plus remuants, en utilisant les gauchistes pour tenter de raviver les syndicats désertés, en tolérant ou suscitant les oppositions entre "base et sommet" pour que l'opposition reste dans le cadre défini par les syndicats.

De 68, la bourgeoisie a compris la nécessité de renforcer son principal rempart : la gauche, partis et syndicats, celui qui a été le plus efficace en 68. C'est la même leçon que nous devons garder.

A.B.

réunions publiques

15 ans après mai 68 : où en est la lutte de classe ?

AIX-EN-PROVENCE

Permanence : le mercredi 11 mai de 18 H à 19 H, Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : le 28 mai à 17 H, au Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo
Contact-diffusion : Vente de notre presse au Marché St Michel le 28 mai de 10 H à 11 H.

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique : le vendredi 20 mai à 20 H 30, Ancien Lycée Blaise Pascal.

LYON

Réunion publique : le 10 juin à 21 H, MAJO, Impasse Métral, Villeurbanne, métro République.
Permanence : le 14 juin à 18 H, même adresse

MARSEILLE

Réunion publique : le 27 mai à 21 H, 205, rue Ste Cécile - 13005
Permanence : le 4 mai de 18 H à 19 H à "L'Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry.

NANTES

Réunion publique : le 14 mai à 17 H, Centre social des Bourderaires, Nantes-Chantenay
Permanence : le dernier vendredi du mois à 20 H 30 même adresse
Contact-diffusion : Marché Petite-Hollande, de 10 H 30 à 11 H 30, le 2ème samedi du mois.

PARIS

Réunion publique : le 14 mai à 17 H 27, avenue de Choisy, Paris 13e
Permanence : tous les samedis à 16 H à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN

Permanence : 14 mai à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE

Réunion publique : le 27 mai à 21 H Cité Universitaire de l'Arsenal, Bât. C.
Permanence : Tous les vendredis à 18 H 30, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)
Contact-diffusion : vente de notre presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11 H à 12 H 30, au Marché aux Légumes (près de la Place Jeanne d'Arc) Le 2ème dimanche du mois, de 11 H 30 à 12 H 30 au Marché aux Pucés (place St-Sernin)

MONTPELLIER

Réunion publique : le 14 mai à 17 H, salle La Gerbe, 17 bis, rue Chaptal sur le thème : "Contre les attaques de la bourgeoisie, unification de la classe ouvrière".

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Apartado correos 258
Valencia - ESPAGNE

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
ZWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CEIJS
N° de Commission Paritaire : 54 267

▷ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

crise du milieu révolutionnaire

le danger du gauchisme

■ C'est en pleine conscience de la gravité de la crise qui touche le milieu des révolutionnaires que nous lançons un cri d'alarme à tous les groupes et organisations qui le composent. Plus précisément, nous nous adressons au PCI (Battaglia Comunista) et à la CWO en train de se fourvoyer et de se compromettre avec le gauchisme. Nous ne croyons pas nous inquiéter, hors de propos, en affirmant que ces deux organisations sont dangereusement contaminées par l'idéologie gauchiste à laquelle elles font des emprunts de plus en plus notables.

L'une et l'autre proclamaient, hier, la nécessité d'une reprise des relations entre les quelques groupes demeurés fidèles à la cause de l'émancipation universelle du prolétariat. A son niveau, chacune fut animatrice des trois Conférences des Groupes de la Gauche Communiste Internationale. L'une et l'autre étaient donc conscientes du besoin de sortir d'un interminable et stérile isolement. Elles savaient que les révolutionnaires avaient et devaient assumer la responsabilité historique de se rapprocher.

A ces Conférences, notre Courant a joué un rôle primordial. Depuis le resurgissement de 68, notre noyau initial n'a pas cessé un seul instant d'encourager, de stimuler toute initiative, un tant soit peu cohérente, allant dans ce sens. Jamais, il n'a compté son temps, sa peine et ses deniers pour voyager, créer et multiplier les contacts. Plusieurs fois, nous dûmes aiguillonner le PCI (BC) pour matérialiser en termes concrets cette volonté qu'il partageait avec nous. A ce titre, nous pouvons dire, et ce n'est pas de la suffisance, que nous avons été la cheville ouvrière des Conférences élargies et, ceux qui insistèrent le plus pour les asseoir sur des critères politiques clairs. Nous savions que, comme première prise de contact, ces Conférences n'allaient pas enfanter une organisation mondiale unique qui, dans les conditions existantes n'aurait été qu'un produit artificiel sans lendemain. Mais nous étions loin de nous douter qu'un coup de force nous exclurait des futures Conférences pour crime de "conseillisme".

Comment et avec qui, demanderez-vous, entendent-ils poursuivre le débat international ? Ce "grand pas", cette "sortie" de la stagnation a amené nos forts en exclusion à faire de la pêche à la ligne dans les eaux troubles du gauchisme.

En effet, les voilà réduits à courtiser platement des groupes qui, en rien, n'expriment la manifestation de la vie de la classe et son expression théorique.

Parmi ces contacts, il en est un, en l'occurrence KOMALA(1), dont BC et la CWO se sont entichés. Ce groupe iranien a trouvé dans "Battaglia Comunista" et les "Nuclei Leninisti Internazionalisti" en Italie, le groupe "Kommunistische Politik" en Autriche et la CWO en Grande-Bretagne, des hauts-parleurs intéressés à diffuser aux quatre vents son message.

Au cas où vous l'ignorerez, lecteurs, sachez que la formation du Parti Communiste en Iran, c'est pour bientôt. Elle proviendra d'un processus de scissions dans le milieu gauchiste local et de la fusion KOMALA/UCM(2). Comme si les linéaments d'un pareil parti pouvaient se trouver dans des organisations de l'ennemi ! Comme si l'on pouvait construire nationalement une organisation communiste, internationale par essence et destination ! Voilà le type de camelote frauduleuse qu'implicitement BC et la CWO aident à introduire dans le milieu révolutionnaire !

le travail avec des groupes nationalistes ...

L'UCM/KOMALA dit que les fedayins et le PC stalinien sont critiquables pour leur politique générale. Mais lui-même, comment agit-il dans les convulsions qui secouent l'Iran ? Exprime-t-il clairement l'idée que le régime qui a succédé à la dictature et au népotisme du Shah est encore plus anachronique ?

Dit-il que l'Iran reste, malgré l'action des matamores islamiques un pion de l'impérialisme yankee dans la région ? Apprécie-t-il la lutte menée au Kurdistan par le KPD(3) comme une expression des rivalités impérialistes ?

Vous n'y songez pas, lecteurs ! Non, pour ces "révolutionnaires nationaux", la chute de la maison Pahlavi a ouvert la voie à une révolution démocratique de tout le peuple iranien. En se couvrant de la caution de Lénine, on appelle à la création d'une "République démocratique et révolutionnaire des ouvriers et des paysans". Bien entendu, BC et la CWO ont fait une critique correcte d'un pareil mot d'ordre, car ils ne pouvaient pas faire moins. Mais cette critique est pour plus tard et non pour dès maintenant, car leur textes conjuguent les verbes au futur.

L'UCM/KOMALA s'est donné les moyens -et quels moyens- pour accélérer le cours de la révolution en permanence. Jugez-en, lecteurs ! Stations de radio, milices armées, prisons et hôpitaux sont présentés fièrement comme autant d'instruments d'instauration d'un double pouvoir. Pour défendre les acquis de cette révolution, on passe un accord militaire et politique avec le KPD stalinien qui lui-même a proposé son aide militaire à Khomeiny dans la lutte contre l'Irak. Voyez-vous un Lénine, auquel ces philistins ne cessent de faire appel, signer un accord de cette nature avec Kerensky ?

Contre une autre fraction "réactionnaire", on fait un front unique miniature avec la fraction "démocratique". Le KPD marchandise sa participation à la guerre contre l'Irak pour obtenir l'autonomie du peuple Kurde. Du coup, la guerre avec l'Irak cesse d'être un conflit de la bourgeoisie impérialiste iranienne contre un ennemi de même nature. Elle devient, par magie, une guerre de libération nationale, voire une "guerre révolutionnaire".

Est-ce un vibrant appel inspiré de l'esprit du défaitisme révolutionnaire que lance KOMALA tant aux soldats iraniens qu'à ceux d'en face et aux maquisards Kurdes ? Vous n'y êtes point, lecteurs. Nos "Léningistes" iraniens feront à la manière de ces mencheviks qui, après la chute du Tsar, caractérisèrent la guerre du côté russe comme "défensive et nationale" donc à laquelle il fallait participer sans vaine réserve. Ainsi par ses "exécutions révolutionnaires", par ses actions militaires, sanitaires et politiques, KOMALA prend place et rang dans un imbroglio impérialiste guerrier.

Ces messieurs ne voulant point rester indifférents à la situation de "leur" pays et à "leur" révolution présentent une lutte impérialiste comme une lutte de masse révolutionnaire.

... et ses aboutissements

Cette dangereuse forme d'aventurisme et d'irresponsabilité qui consiste à organiser des Conférences et à fortiori, à mettre sur pieds des communautés de travail sans principes, BC et la CWO y sont retombés en plein dedans. Leur 4ème Conférence avec KOMALA/UCM est une sérieuse régression, une rupture avec les méthodes de travail et de pensée communistes. Ont-ils voulu, en y associant ces partenaires, faire une ré-édition du Congrès des Peuples de l'Orient ? En tant que marxistes et non tiers-mondistes, nous avons de solides raisons pour affirmer que l'étincelle de la révolution ne sera pas allumée par ce mytique "jeune" prolétariat de la périphérie mais par celui qui vit et se bat au centre du monde capitaliste.

Ni BC ni la CWO ne semblent avoir conscience de l'existence bien réelle d'une crise du milieu révolutionnaire. En coquetterie avec des forces tout à fait étrangères au communisme, elles restent sourdes à nos mises en garde répétées. Par contre, elles prêtent une oreille des plus attentives aux sirènes gauchistes.

Qui ne se souvient pas de l'attitude dédaigneuse et du culte du "splendide isolement" chers au PCI(programme) ? Se figurant être le Jupiter trônant sur son Olympe inaccessible aux simples mortels que nous étions, celui-ci rejeta toutes mises en garde. Pour lui, toute critique était nulle et non avenue. Nous étions des "idéalistes", nous donnions dans l'indifférentisme, nous ne comprenions ni A ni B à la théorie des révolutions doubles, triples, quadruples. Des tâches nationales révolutionnaires étaient encore inscrites à l'ordre du jour dans les "aires arrières". Des revendications particulières, spécifiques, transitoires devaient être mises en avant pour les Noirs et les Maghrébins, pour les Basques, pour les femmes...

Voyez, lecteurs, où ce relâchement l'a conduit. Après avoir réchauffé le serpent nationaliste d'"El Oumani" en son sein, le PCI(programme) se retrouve le cul par terre: disparus à tout jamais de la scène révolutionnaire des dizai-

nes de militants ; suspendue la revue théorique ; ramené au mode artisanal le journal (le "Prolétaire").

En pure perte, le PCI a usé l'énergie de ses militants en les jetant dans la fournaise de l'activisme tous azimuts. Veulent-ils, les camarades de BC et de la CWO suivre l'exemple catastrophique du PCI(programme) ? Comme lui, elles croient posséder en exclusivité la sagesse révolutionnaire "invariante et absolue". Mais cette prétention n'est qu'une façade qui cachera de plus en plus difficilement leur gangrène, comme le sujet contaminé incube longtemps son microbe sans le savoir, BC et la CWO ignorent leur maladie.

Plus la bourgeoisie prend conscience du danger de révolution, plus elle tente de porter ses coups à l'avant-garde communiste du prolétariat. Cette offensive ne se livre pas toujours par la terreur : arrestation de militants, interdictions de réunions et des organes de presse, mise hors-la-loi de l'organisation. Elle s'effectue plus insidieusement, en profondeur, souterrainement. N'étant pas immédiate et directement visible, elle n'en est que plus dangereuse et efficace. Une organisation prolétarienne dégénère et trahit parce qu'elle est insuffisamment armée programmatiquement. D'abord, elle est pénétrée par l'idéologie dominante, laquelle se cristallise en un courant opportuniste.

Soumis à la pression d'autres forces politiques, aucun groupe ne saurait résister par lui-même et isolément à cette pression. Il doit se donner les moyens d'y résister, de les refouler en arrière ou périr. L'existence organique des groupes, leur développement théorique sont directement conditionnés par les liaisons qu'ils savent établir et faire vivre. D'autre part, pour faire en sorte que l'organisme ne devienne l'instrument indirect des autres classes, il doit cesser de répéter des mots d'ordre justes hier, mais de contenu tout différent aujourd'hui. Ils doivent assimiler l'intégralité des leçons et expériences de la période révolutionnaire (1917-24) et de la période contre-révolutionnaire (1926-68). Ils doivent opposer à la force corruptrice de l'idéologie de l'ennemi de classe une plus grande intransigeance principielle du programme de classe.

En faisant cette espèce de vide néfaste autour d'eux, bannissant des forces révolutionnaires essentielles, la CWO et BC ont mis le pied à l'étrier de la contre-révolution. Au lieu de lire sur le chemin de la lutte les poteaux indicateurs qui signalent les dangers, ils s'orientent avec une carte fautive. Puissent-ils savoir arrêter, à temps, leur course folle !

R.C

Notes:

- (1) KOMALA : Toilers Revolutionary Organisation of Iranian Kurdistan
- (2) UCM : Unity of Communist
- (3) KPD : Kurdische Democratic Party

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'autogestion ouvrière, ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" "partis communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.